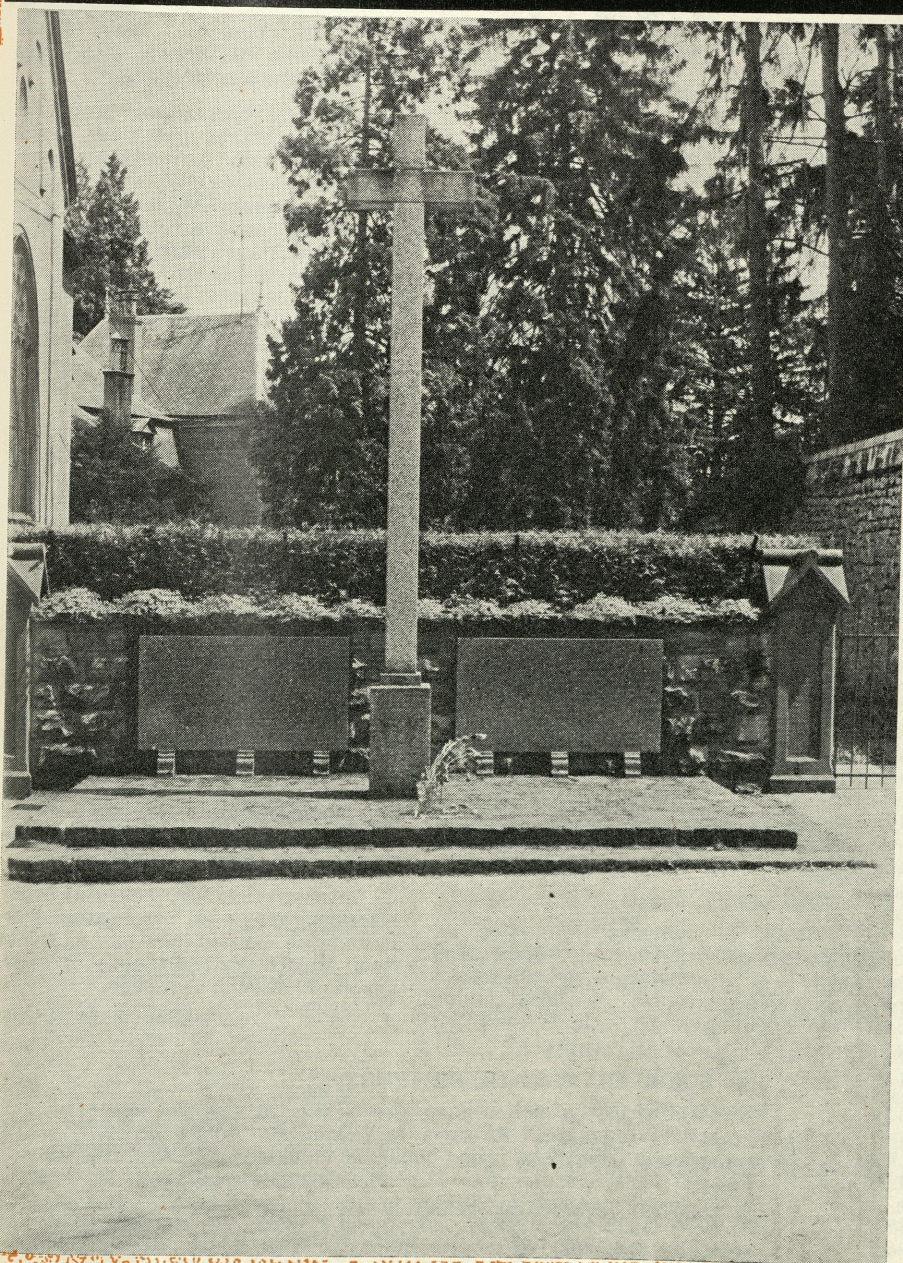


# LES **SACRIFIÉS**

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



**N° 11 / 1978**

17e année

Prix : 15.- frs. lux.

Abonnement: 120.- frs

**Monument  
aux Morts  
Rosport**

Fédération :  
9, rue du Fort Elisabeth  
Luxembourg

Nous reproduisons ci-après intégralement l'article publié dans le No 224 du quotidien à grand tirage «Dernières Nouvelles d'Alsace» de samedi, 23 septembre 1978.

Monsieur Robert Reinheimer, journaliste, a soumis aux lecteurs de son journal les problèmes des enrôlés de force luxembourgeois avec une netteté et une clarté qui ne laissent rien à désirer. Nous nous en réjouissons et nous exprimons à l'auteur de l'article toute notre reconnaissance et nous lui remercions de tout coeur.

CONTENTIEUX

Eux aussi réclament justice

## Le „ras de bol” des enrôlés de force luxembourgeois: Une affaire nationale

«Que justice soit enfin rendue à la génération sacrifiée . . . » Comme leurs camarades alsaciens et mosellans (avant et depuis le «sommet» d'Aix-la-Chapelle), les «malgré nous» luxembourgeois ne démobilisent pas. Hans-Dietrich Genscher, le chef de la diplomatie du gouvernement de Bonn, s'en est aperçu voici quinze jours à peine: comme invité du Premier ministre grand-ducal, Gaston Thorn, qui fêtait ses 50 ans, le ministre fédéral a dû affronter la grogne et la rogne des manifestants. Mais si ceux-ci et leur association exigent que la RFA «successeur du Ille Reich» paie enfin sa dette envers les «malgré nous», ils clament aussi haut et fort que «l'Etat luxembourgeois ne peut sérieusement réclamer aux Allemands pour les enrôlés de force ce que lui-même leur refuse». C'est dire que les concernés s'estiment victimes d'une véritable discrimination. Et compte tenu de leur nombre — ils sont plus de 6.000 survivants dans un petit pays de 360.000 habitants — l'affaire est de dimension nationale.

C'est une loi du 25 février 1950 qui régit initialement au Grand-Duché l'indemnisation des dommages de guerre. Seulement, observent les «malgré nous» luxembourgeois, l'article 36 de ce texte a introduit une discrimination morale dans la mesure où le législateur d'alors avait dressé une énumération des personnes qui, «en raison de leur attitude patriotique», pouvaient recevoir des indemnités. Or les enrôlés, tombant sous un certain article 43, se trouvaient relégués dans une catégorie spéciale et leurs indemnités étaient inférieures à celles des «victimes patriotiques» (déportés, internés, maquisards, membres des réseaux de résistance, etc.). Pour simplifier les choses, disons que la base de calcul pour l'indemnisation prévue pour perte de traitement, salaire ou revenu normal était au minimum de 1.500 francs-lux par mois pour les uns, mais l'indemnité forfaitaire de 6.000 F (dans le meilleur cas de situation de famille) ne pouvait être majorée que de 750 F «par tranches entières de trois mois» pour les autres. Ces derniers, en l'occurrence les «Zwangsrekrutierten», ont donc invoqué une discrimination morale: «Nous sommes des citoyens de seconde zone . . . » Il est vrai que depuis lors une autre loi, celle du 25 février 1967 — il fallut dix-sept ans d'efforts pour l'obtenir! —, reconnaît aux enrôlés la qualité de «victime du nazisme». Il s'en est aussi suivi une amélioration sensible de la situation des quelque 6.000 survivants. Mais le problème n'était pas réglé pour autant . . .

L'association qui regroupe tous les anciens enrôlés de force se bat inlassablement pour que soit reconnue à ses membres la qualité de «victime patriotique». A Dudelange, en plein bassin minier où il dirige une affaire de quincaillerie, le président Joseph Weirich commente les paradoxes de la situation actuelle: «Incorporé avec la classe 22, je suis parti du Grand-Duché en 1943. Revenu au pays en février 44, j'en profitais pour désertier

et ai vécu caché jusqu'à la libération en septembre de la même année. Je tombe malgré ces circonstances sous le coup de l'article 43 de la loi de 1950. Mais admettons — ce qui malheureusement a fréquemment été le cas pour d'autres — que la Gestapo ait arrêté après ma désertion un membre de ma famille, qu'il ait été interné, et bien celui-ci peut prétendre à l'indemnisation en qualité de «victime patriotique».

Les enrôlés crient donc à l'injustice et loin de s'estomper avec le temps, le problème n'en devient que plus aigu. Certains n'hésitent pas à parler «d'un cancer qui ronge l'unité nationale . . . ». Il existe bien une proposition de loi émanant du député communiste Grandgenet, mais depuis plus de trois ans elle est à l'étude du Conseil d'Etat et le gouvernement ne semble pas pressé de la mettre en discussion devant la Chambre. Et pourtant une pétition signée par plus de 40.000 Luxembourgeois — chiffre sans précédent — soutient le texte. Parmi les pétitionnaires se trouveraient de nombreux résistants «parce qu'il s'agit avant tout d'un problème moral».

«Tous furent victimes . . . »

Bref, le contentieux «enrôlés de force» est bel et bien devenu une affaire . . . politique de dimension nationale. L'avocat de l'association, Me Jean Gremling, préside aussi en

### 163 FUSILLES, 2.300 DESERTEURS . . .

Au totale 11.168 Luxembourgeois des classes 20 à 26 (et très partiellement 27) furent enrôlés dans la Wehrmacht. Publié en 1971 par les soins du ministère grand-ducal de l'Intérieur le Livre d'Or des victimes de la seconde guerre mondiale indique que parmi les 2.752 jeunes luxembourgeois qui durent laisser leur vie à la suite de l'incorporation «1.378 sont tombés, 163 furent fusillés, 133 décédèrent des privations endurées, 90 moururent par suite de blessures de guerre et 988 furent portés disparus.» Sans parler des blessés et invalides. Au cours d'une interpellation du gouvernement l'an dernier à la Chambre, le député Gremling mit l'accent sur le point suivant: « . . . 1.200 enrôlés réussirent dès le début à se soustraire à la Wehrmacht et 2.300 réussirent à s'évader de la Wehrmacht au cours des années 1943 et 44 . . . »

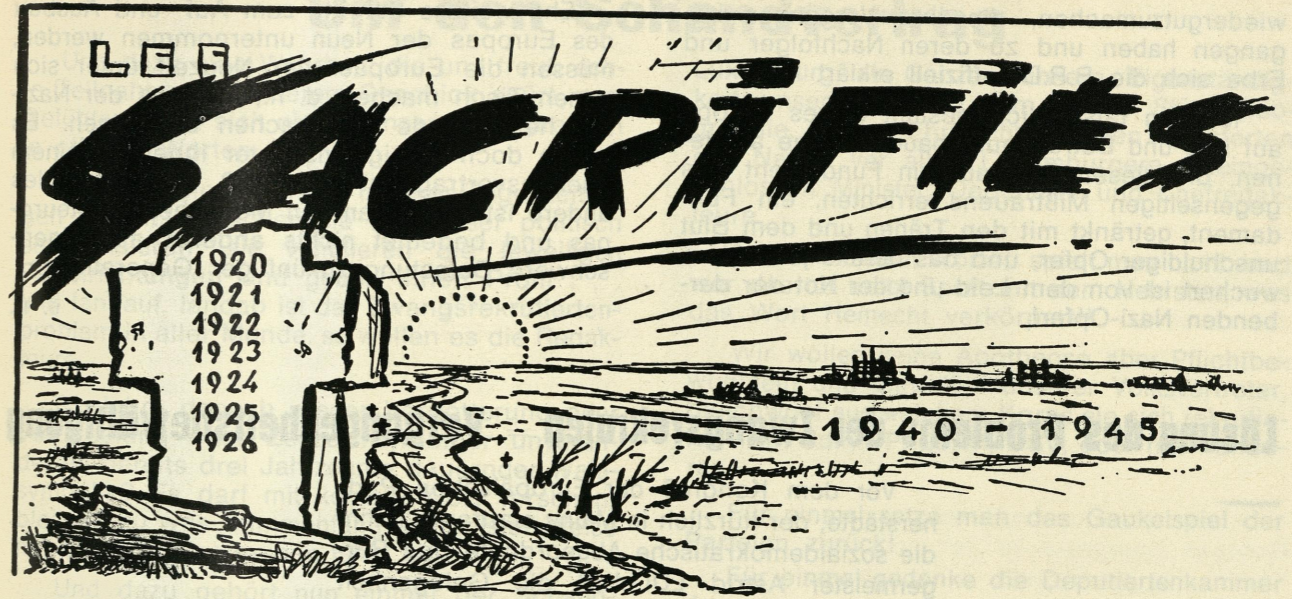
sa qualité de député la commission juridique de la Chambre. L'an dernier il a interpellé le gouvernement. En rappelant que l'ordonnance du Gauleiter Simon prescrivant l'enrôlement de force des «ons Jongen» (nos garçons), n'intervint qu'après le prétendu recensement nazi du 10 octobre 1941 où le peuple avait massivement répondu trois fois «letzeburgesch» (luxembourgeois) aux questions concernant la nationalité, la «Volkszugehörigkeit» et la langue maternelle. «Devant l'impossibilité de réduire la résistance du peuple luxembourgeois, poursuit Me Gremling, l'occupant nazi conçut le projet démoniaque d'exterminer la jeunesse en enrôlant de force . . . » Tel était donc le but de cette incorporation de plusieurs classes de jeunes gens et non point — le gauleiter s'en serait d'ailleurs expliqué lors d'une réunion à Rodange — le fait que le Reich eut besoin de soldats. Et l'élu socialiste, en demandant justice pour les «Zwangsrekrutierten», de conclure: «Tous furent des opposants au nazisme, tous furent des victimes du nazisme.»

Si tous les ayants-droit obtenaient enfin d'être considérés eux aussi comme «victimes patriotiques» (sans que cela entraîne un préjudice pour les autres catégories), le rappel d'indemnisation serait de l'ordre de 300 millions de francs lux. Somme que le Luxembourg pourrait ensuite réclamer à Bonn car les «réparations» versées par les Allemands à la suite de l'accord de 1959 étaient essentiellement destinées aux victimes du nazisme. Or, on l'a vu à l'époque, les enrôlés de force ne bénéficiaient pas encore de cette appellation dans leur propre pays. La modification de la loi de 1950 fournirait ainsi également un argument de poids au gouvernement grand-ducal.

Le tout est de savoir maintenant si le problème sera réglé ou non avant l'année prochaine. Car alors auront lieu non seulement les élections européennes mais encore des élections législatives dans le pays. Déjà l'Association des anciens enrôlés de force prépare sa campagne pour les deux échéances. Et le député Gremling va jusqu'à penser que le sort de l'actuelle coalition (socialo-libérale) au pouvoir pourrait se jouer sur ce problème épineux: «S'ils ne font rien, ils seront battus.»

Comme quoi les «malgré nous» luxembourgeois et alsaciens-mosellans ne se battent pas sur le même front. Malgré Aix-la-Chapelle et l'évocation de l'esprit européen.

Robert REINHEIMER



Tirage 8000

### Aus dem Inhalt

Le «ras de bol» des enrôlés de force luxembourgeois  
Reinen Tisch machen, und dann Europa bauen!  
Lösung des Problems der Zwangsrekrutierten  
Tambow — Invitiouon  
Um den Schandvertrag  
In memoriam Georges Bourgeois  
Här Thorn, Dir hat äis héich an hëlleg d'Léisung vun eise Problème versprach!  
Mir erënneren eis - - Mir denken un eis Doudeg - - Mais - - mir gin eis nêt!  
Un Luxembourgeois honoré  
Ein Blick dahinter  
Das ist kein Märchen

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force, Association sans but lucratif.

Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort-Elisabeth. - Boîte postale 2415 Luxembourg-Gare.

CCP 31329-95

Banque Intern.: 5-217/4546.

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés», Luxembourg, 9, rue du Fort-Elisabeth, Boîte postale 2415 — Luxembourg-Gare.

Service social aux Enrôlés de Force, 9, rue du Fort-Elisabeth, Luxembourg-Gare.  
Tél.: 48 32 32.

Fonds d'Action CCP 21049-97

La Fédération représente:

l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, c/o. M. Paul Simonis, Luxembourg 7, rue

Adolphe ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945. Résidence Jean-Charles - 5, rue du Cimetière Luxembourg-Bonnevoie - Tél.: 48 97 76 - ccp 28633-18 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 14, rue de Kahler, C.C.P. 24007-48 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort-Elisabeth, Boîte postale 2415 - Luxembourg-Gare, C.C.P. 31324-90  
Imprimerie Hermann, Luxembourg.

### Reinen Tisch machen, und dann Europa bauen!

Kürzlich trafen sich in Aachen der französische Staatspräsident Valéry Giscard d'Estaing und der Kanzler der B.R.D. Helmut Schmidt. Beide beschlossen, jeder für sein Land, einen bevollmächtigten Sachverständigen zu ernennen, um eine Studie über das Problem auszuarbeiten, welches wegen des illegalen und gewaltsamen Einziehens der Elsässer und Lothringer in der Zeit des Zweiten Weltkriegs zur deutschen Wehrmacht entstanden ist.

Ebenso wie wir Luxemburger, die wir gleich unseren elsässischen und lothringischen Kameraden denselben unwahrscheinlichen und unmenschlichen Maßnahmen des Nazi-Okkupanten zum Opfer gefallen sind, verlangen auch unsere französischen Leidensgefährten für die an ihnen begangenen Verbrechen angemessene Entschädigung von den Nachfolger des Dritten Reiches.

Neu ist diese Forderung nicht. In Paris, Luxemburg und Bonn bestehen darüber zum Bersten volle Dossiers. Daß bis jetzt noch keine Regelung der anhängigen, zwischenstaatlichen Streitsache erfolgte, ist direkt beschämend für die führenden Politiker der drei Staaten. Mit nichtssagenden, meist höchst offiziellen Erklärungen, wie sie seit vielen Jahren periodisch abgegeben werden, und letztlich nur zur Beruhigung der Gemüter erfolgen, ist keinem dieser Nazi-Opfer gedient. Alle Bundeskanzler, von Adenauer bis Schmidt, haben feierlich versprochen das Problem der völkerrechtswidrigen Zwangseinziehung auf dem Weg der Wiedergutmachung zu lösen. Nachträglich stellten sie dann alle ein Einlösen ihrer Versprechen bis zum Abschluß eines Friedensvertrags zurück.

Es mutet sehr eigenartig an, daß man jetzt, kurz vor den Direktwahlen zum Europaparlament tätig werden will. Wir fragen uns, wie die «princes qui nous gouvernent» ein geeintes und vereinigtes Europa aufzubauen gedenken mit einem Partner, der nicht bereit war, noch ist, die Verbrechen nach Kräften

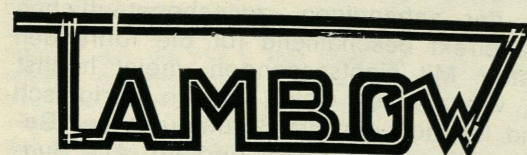
wiedergutzumachen, die ihre Vorgänger be-  
gangen haben und zu deren Nachfolger und  
Erbe sich die B.R.D. offiziell erklärt hat.

Ist man tatsächlich gesinnt dieses Europa  
auf Lug und Betrug aufzubauen? Wehe all de-  
nen, die diesen Bau auf ein Fundament des  
gegenseitigen Mißtrauens errichten, ein Fun-  
dament, getränkt mit den Tränen und dem Blut  
unschuldiger Opfer, und das bereits jetzt über-  
wuchert ist von dem Leid und der Not der dar-  
benden Nazi-Opfer!

## Lösung des Problems der Zwangsrekruten = Vergangenheitsbewältigung

Vor dem Kongreß der Europäischen Part-  
nerstädte, der kürzlich in Mainz stattfand, nahm  
die sozialdemokratische Abgeordnete und Bür-  
germeister Astrid LULLING die Gelegenheit  
wahr, um auf das ungelöste Problem der  
Zwangsrekrutierten aufmerksam zu machen.

Vor über 1500 Delegierten, die sich auf Ein-  
ladung des Rates der Gemeinden Europas zum  
Kongreß der Europäischen Partnerstädte in  
Mainz versammelt hatten sprach Astrid Lulling  
in Zusammenhang mit dem dort debattierten  
Thema der ersten Direktwahl des Europäischen  
Parlaments das ungelöste Problem der Zwangs-  
rekrutierten an. Sie wies darauf hin, daß in den  
letzten Tagen, die luxemburgischen und die  
lothringischen Zwangsrekrutierten, die während  
der Nazizeit in die Wehrmacht gezwungen wor-  
den waren, zum Boykott der Europawahlen auf-  
gerufen haben, weil die Bundesrepublik diese  
Zwangsrekrutierung nicht als Kriegsverbrechen  
anerkannt und nicht gebührend entschädigt  
habe.



### INVITATION

33 Joer sin vergaangen zanter dat eise battere Leidenswee  
durch d'Front an d'Gefaangenschaft eriwir ass a mir  
no heem fond hun. Vill vun eis haaten joerelaang, mun-  
chereen baal 3 Joer, néischt vun doheem héieren. Alleguer  
sin mir mat baange Gefiller ukomm. Waat soll doheem  
lass sin? Soll deng Famill nach komplett sin? Daat  
waren d'Froen, déi jiddereen sech gestallt huet.

Vill vun eise Komerooden, déi deemols mat eis koumen,  
hun eis fir ömmer verlooss. Fir datt sie an och déi, déi  
mir am Bösch bei Tambow gelooss hun, net vergiess gin  
huet eis Amicale e Gedenkdaag festgeluegt.

Och wölle mir eis Politiker ömmer eröm drun erö-  
neneren, dat déi Jongen, déi d'Devis vun der Exilregierong  
bei d'Alliiert iwerzelaafen (datt daat net am Westen  
konnt geschéihen, war net eis Schold) befollegt hun, als  
gleichberechtigt patriotesch Affer sollen betruucht gin.

Ehe weitere Schritte zum Auf- und Ausbau  
des Europas der Neun unternommen werden,  
müssen die Europäer der Neuzeit unter sich  
reinen Tisch machen, d. h., alle aus der Nazi-  
zeit herrührende Streitsachen bereinigen. Es  
müßte doch wenigstens unter ihnen zu einem  
Friedensvertrag mit der B.R.D. kommen. Alles  
andere ist Betrug an den Menschen Westeuro-  
pas und bedeutet nichts anderes als folgen-  
schwere Belastung zukünftiger Generationen.

s. n.

Astrid Lulling betonte vor den 1500 Delegier-  
ten aus 10 Europäischen Ländern, es wäre be-  
dauerlich, wenn dieses ungelöste Problem die  
Direktwahl des Europäischen Parlaments in Lu-  
xemburg und in Lothringen belasten würde. Sie  
richtete einen Appell an die in Mainz anwesen-  
den deutschen Politiker, doch dazu beizutragen  
auch diese Vergangenheit zu bewältigen und  
dieses Problem aus der Welt zu schaffen.

Die sozialdemokratische Abgeordnete Astrid  
Lulling sagte, eine entsprechende Empfehlung  
des Kongresses der Europäischen Partner-  
städte, wäre ein konkreter Beitrag zum Erfolg  
der Direktwahl und damit zur Einheit Europas  
die aus vielen guten Gründen eine politische  
Notwendigkeit ersten Ranges zur Erhaltung von  
Frieden, Freiheit und Wohlstand sei.

Assemblée Générale zu Letzeburg - Bridel  
den 11. November 1978.

10,30 Auer: Gedenkmass fir ons verstuerwe Komeroden  
an der Herz-Jesu-Kirch, Letzeburg - Gare. No der Mass  
Nidderléen vun enger Gerbe beim Monument National.

13,00 Auer. Mettegiessen an der Brideler Stuff, Bridel.

15,00 - 17,00 Auer. Generalversammlong an der Brideler  
Stuff, Bridel.

1. Usprooch vum Präsident
2. Tättegrätsbericht
3. Caissebericht
4. Rapport vun den Caisserevisoren
5. Verschiddenes

Präis vum Menu 400.— frs. (Service an TVA abegraff).

NB.: Wien un lessen wöllt délhuelen, soll bis den 6. 11.  
78 seng 400.— frs. op den CCP 24007-48 (Amicale des  
Anciens de Tambow) iwerweisen. Och eis Dammen sin  
wëllkomm. D'Quittung ass beim Banquet virzeweisen.

## Um den Schandvertrag

Und dazu eine Wahrheit, die uns freut: ech-  
te Teilnahme an unserem Geschick spürt man,  
Gefühle lassen sich nicht stanzen, die sprechen  
in offenen Worten.

Und was die Leitartikel unserer Tageszeitun-  
gen betrifft, so sollen sie den Leser politisch  
sensibilisieren; sie ventilieren die jeweiligen  
Parteirichtungen und geben ihnen Profil . . .  
und landauf, landab ist das Zwangsrekrutierten-  
problem in aller Munde, so wollen es die Redak-  
teure.

33 Jahre danach wieder Vergötterung oder  
Vertölpelung oder Zeitzeichen einer unverän-  
derten bereits drei Jahrzehnte dauernder Wahl-  
symbolik? Es darf mit keinem Wort verschont  
bleiben, zu was Stimmenfang in übelster Weise  
mit dem Volk zu treiben fähig ist!

Und dazu gehört nun einmal der Schand-  
vertrag, ein innen- wie außenpolitisches Kriegs-  
erbe für die Enrôlés de Force.

In Kurzfassung ist es die Diskriminierung  
der Zwangsrekrutierten im Kriegsschädenge-  
setz und hier wie dort für sie auf unwürdigem  
Konzept beruhenden Abmachungen über Wie-  
dergutmachung mit dem einstigen Kriegsgeg-  
ner Deutschland, darüber hinaus wird auf einen  
später abzuschließenden Friedensvertrag mit  
demselben Staat vertröstet. Kurz und ohne  
Floskel!

Nun werden aber seit über drei Jahrzehn-  
ten von unseren staatsertreuenden Parteien und  
in für sie über so manche Regierungsperiode  
hinaus lukrativen Koalitionsheiraten immer wie-  
der Kompromisse ausgehandelt, unter denen  
galanterweise stets die bis heute aktuelle Ver-  
schleppung der Zwangsrekrutiertenforderung  
auf volle Anerkennung als Naziopfer zu finden  
war, sozusagen als Dauergast und mit der ver-  
dummungsträchtigen Argumentation eines je-  
den gescheiterten Prozesses, daß ein gültiger  
Paragraph einen anderen gültigen Paragraphen  
ungültig macht.

'Bis auf St. Nimmerleinstag' schiebt das Lu-  
xemburger Wort der jetzigen Koalition in der  
Person des Staatsministers mit vollem Recht  
den schwarzen Peter für diese Legislaturpe-  
riode zu, während das tageblatt den Schand-  
vertrag via CSV geschickt zurückspielt. Diversi-  
fikation des Wahlkampfes in Form von guten  
Ködern verspricht guten Stimmenfang, und wä-  
re der Einsatz nicht so ernst, stände hier nicht  
die Ehre der Nation in Frage, so wäre das poli-  
tische Pokern, das Buhlen um die Wählergunst  
reine Routinesache und im Sinne des demokra-  
tischen Pluralismus' noch zu verstehen.

Doch hier geht es um mehr. Hier sind nicht  
nur nostalgische Erinnerungswerte oder schwär-  
merische Gefühlsmomente (obwohl diese ein  
Volkswesen ausmachen) im Spiel, hier steht

Luxemburg als Ganzes, unsere Eigenständig-  
keit, unsere Liebe zu dem kleinen Stück Geo-  
graphie, unsere Ehrfurcht vor den Geopferten  
der Nation vor allen Luxemburgern miteinge-  
schlossen Minister, Deputierte und Chefredak-  
teure.

Und mit diesen Worten spielt man nicht, und  
wer das tut treibt Spott mit dem Hehrsten, was  
das Wort Hémecht verkörpert!!

Wir wollen keine Apotheose aber Pflichtbe-  
wußtsein und Ehrgefühl unserer Volksvertreter,  
gleichwohl aus welchem Korps sie sich rekrutie-  
ren: KP, SdP, DP, LSAP, CSV, oder noch ande-  
ren.

Für einmal setze man das Gaukelspiel der  
Parteien zurück!

Für einmal gedenke die Deputiertenkammer  
der

Ehrwürdigen Zahlen unserer im Kriege geopf-  
erten Jungen. Wer diese Ehrenhaftigkeit be-  
sitzt, der dividiert die Nation aus Respektgrün-  
den und schon gar nicht im Sinne von «Ons  
Jongen» aus Parteimotiven auseinander.

Und wenn die oben genannte Ehrenhaftig-  
keit und Deputiertenmandat noch luxemburgi-  
sche Begriffe sind, dann wird unser Parlament  
geeint einen Makel der Nachkriegszeit auswi-  
schen und das Gesetzesprojekt über die volle  
Anerkennung der Zwangsrekrutierten als Vic-  
times du nazisme enrôlés de force zum voll-  
wertigen Gesetz erheben.

Einstimmig unter Singen unserer National-  
hymne und das noch vor den nächsten Wahlen.

Der Mann von der Straße

R S



## Neijohrsgratulationen

Encouragéiert durch dé schéinen Succès vun déne  
lèschte Johren, hu mir beschloss och dest Johr èr Grat-  
laciounsleschten am «Les Sacrifiés» ze publizéieren.

Et as daat de Beweis vum Komeroodschaftsgescht enner  
den «Enrôlés» engersäits an hie Frënn anersäits, eng  
Komeroodschaft op dër ons Stärkt baséiert.

Et as awer och eng gudd Geléenhét fir ons Solidaritéit  
no baussen ze démonstréieren. Dir erspuert lech Méi an  
Zäit, wann der lech op eng vun déne Lèschte setze loosst,  
déi déne lokalen Komitésmembren zur Verfügung gestallt  
gouwen. Da sitt Dir secher net vergiëss ze gin.

Et gét natirlech och, wann Dir 50 Frang op de Postscheck  
No 31329-95 vun der Fédération des Victimes du Nazisme,  
Enrôlés de Force, Luxembourg, iwerweist. Schreiwit Ere  
Numm an Adress däitlech, w.i.g. D'Redakioun



## Georges Bourgeois

Président  
départemental  
de l'A. D. E. I. F.  
Haut - Rhin



Aussi brusque qu'inattendu est décédé Georges Bourgeois le 1er août 1978 à Mulhouse, âgé de 65 ans, à la suite d'une crise cardiaque.

Il fut trouvé sans connaissance dans sa voiture près de son étude d'huissier de justice et ne put être ranimé.

Georges Bourgeois qui avait été incorporé de force dans la Wehrmacht, fut le président départemental de l'association des évadés et incorporés de force du Haut-Rhin. Pendant de longues années il se trouvait à la tête de cette organisation des «Malgré-Nous» de l'Alsace.

Le défunt a aussi marqué, depuis la fin de la dernière guerre, la vie politique alsacienne. Né le 20 avril 1913 à Mulhouse, il fut de 1945 à 1973 membre du Conseil général du Haut-Rhin, assemblée qu'il présida de 1948 à 1973. Sénateur du département alsacien de 1948 à 1951, il fut vice-président du Conseil régional d'Alsace depuis 1973.

Jusqu'aux dernières élections législatives françaises, où il ne se présente plus, Georges Bourgeois était député R. P. R. Ancien membre de l'assemblée du conseil de l'Europe, où il siégea dès 1959, il défendit, sur hauts plans, toujours avec énergie ses compagnons d'infortune alsaciens qui avaient été pressés par l'occupant allemand dans ses services militaires.

Son départ a plongé ses camarades dans une immense consternation et une profonde tristesse. Il n'en est point autrement pour nous, Luxembourgeois. Parmi nous, Georges Bourgeois n'était pas un inconnu. A plusieurs reprises il s'était déplacé au Grand-Duché pour participer à des manifestations organisées par notre fédération.

Nous déplorons vivement son départ inopiné. A sa famille et à nos camarades alsaciens du Haut-Rhin nous présentons nos sincères condoléances.

s. n.

### Thermofonte

Appareils de massage sous l'eau  
Produits de bains cosmétiques  
Sel de la mer morte d'Israël

### ETABLISSEMENTS

**John Bivort**

182, route d'Esch — SOLEUVRE

Tél. : 59 24 99

faisons  
un bout de chemin  
ensemble!

rejoignez  
le rang des

# 290.000

amis de la

**CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT**

LUXEMBOURG BANQUE DE L'ETAT



## Här THORN, Dir hat äis héich an hëlleg d'Léisung vun eise Probémer versprach!

Wann ee seng 50 Joer feiert, an dat och nach mat esou engem flappege Pomp wéi den Här Thorn et den 10. September 1978 (virun gené 34 Joer sind d'Amikaner no Letzebuerg kom an hun d'Preisen aus dem Land gejot!) zu Ansembuurg gedun huet, da fale ganz gären

déi net gehale Versprieche engem wéi eng Dunn op de Kapp. Wat krute mir Enrôlés net alles versprach?! Mä nach seelen sin anerer esou fazzeg bei d'Lisa geloos gin, wéi mir.

Mir konnte guer net anescht! Mir hun onse Staatsminister u seng Versprieche erënnere

missen. Hei d'Dépêche, déi mir him zu sengem 50. Gebuertsdaag no Ansembuurg geschéckt hun.

Wärten Här Thorn!

Et as eis eng grouss Fréd, lech haut fir Är 50 Joer ze gratuléieren. Mir wënsche lech eng gudd Gesondhét an eng laang fir lech befridgend Karriär.

Op desem Daag zëcke mer ower och nët, fir lech de Gesetzprojet GRANDGENET an Erënnung ze ruffen. Dir hat äis virun de lëschte Wahlen gesot, Dir wirt prinzipiell mat dem Text vum Projet averstanen. Dir hat eng Léisung zougesot.

Well Dir haut jo ower den däitschen Außenminister, den Här Genscher als Frënd zu Gaascht hut, wëlle mir nët verfëhlen lech de Schandvertrag an d'Gediechtnes zreck ze ruffen.

Mir bieden lech dem Här Genscher virzeschloen, eng zweesäiteg Kommissioun an d'Liewen ze ruffen, fir dat eis verletzte Mënscherechter réhabilitéiert gin, durch en Änneren vun dem berüchtigte Passage «Kriegsopfer nach dem Bundesversorgungsgesetz». Wann des Formulierung emgeännert gët, sou wéi mir et schon zënter zeg Joeren froen, dann huet Lezebuurg Recht op Entschiedegung.

Déi Däitsch kënnen dann nët méi kommen a soen, et géiw e Präzedenzfall. Wa mir vun hinnen als Naziaffer unerkannt gin, da stéht hinnen al Wee op fir mat Letzebuurg zu engem sachlech fairen Ofschloß ze kommen.

VLäicht kann een dem Här Genscher och soen, dat mir zu Letzebuurg als Naziaffer unerkannt sin. Dat as e neie Moment an e neit Argument, wéi et beim Ofschloß vum Vertrag nët de Fall war.

Mir kënnen eis Zoustëmmung zur Verwierklechung vun engem vereenten Europa nët gin,

## Mir erënneren eis - - - Mir denken un eis Doudeg - - - Mais - - - mir gin eis nët!

Unter diesem Titel hatten wir voriges Jahr über unsere «Journée Commémorative Nationale» berichtet. Seitdem ist ein volles Jahr vergangen und dennoch paßt obiger Titel heute genau so wie im letzten Jahr. Grund, weshalb wir ihn nochmals verwenden.

Wie gerne würden wir alle diesen Gedenktag würdig und in Ruhe begehen! Insgeheim hatten wir gehofft, dies würde 1978 der Fall sein. Doch leider . . . leider hat sich seit September 1977 nichts getan, ist nichts geschehen was auch nur den Anschein der Erfüllung unseres Hoffens hätte haben können. Fest steht lediglich: Das Problem der Zwangseinziehung

soulaang wéi d'Bundesrepublik d'Zwangsrekrutierung vun Letzebuerg Bierger an d'däitsch Wehrmacht nët als e Naziverbiechen unerkannt huet an doraus d'Konsequenzen zit

Dir kënt et gläwen: Et deed äis leed fir lech haut op Ärem Feierdaag unzesprieche. Mä Dir wësst ower och, dat äis déi zwee Fäll zënter Joerzëngten op dem Mo leien, an dat mir eis nët gin, bis si geléist sin. An Zukunft profitéiere mir vun all Geléenheet fir eis Fuerderungen an Erënnung ze brengen.

### JUSTICE AUX ENROLES DE FORCE

Mir hoffen dat Dir eis Cause nët vergiesst, a wënschen lech an Äre Gäscht nach e schéint Fest.»

Mat respektvollem Bonjour,

Fir d'Fédératioun V.N.E.F.  
de President,  
Jos. Weirich

**De Comité vun der Fédératioun sicht fir gläich zwee Leit, Komerodinnen oder Komeroden fir Sekretärs-, Schreiw- an Dactylosarbechten ze maachen. Sech mellen, entweder um Telefon 51 17 17 oder schrëftlech un d'Adress. Fédératioun V.N.E.F., Boîte postale 2415, Luxembourg - Gare.**

### A V I S

Freides, de 24. November 1978, owens um 8 Auer as am Restaurant du Commerce, op der Place d'Armes zu Letzebuurg, d'Grëndungsverammlung vun der Vereenegong fir déi Hannerbliwwen vun den Enrôlés de force. Persounen, déi sech bis elo gemellt hun, kréien eng schrëftlech Invitatioun.

Matgedeelt vun der Fédératioun V.N.E.F.

Kanner, Pappen, Männer, Komerodinnen a Komeroden gedenke kënnen, an durno fir e pur Stonnen an oprichteger Komerodschaft dürfen ze sin, musse mir weider ukloën a fuerderen.»

Nun sind es schon 36 Jahre her, daß Luxemburgs Jugend vom damaligen Okkupant brutal vergewaltigt und in den Tod gejagt wurde. Noch immer warten die Ueberlebenden dieser gemarterten Generation auf Wiedergutmachung, Gleichberechtigung und Gleichstellung. Wo bleibt da die Gerechtigkeit?

Niemand anders als wir selbst bedauern zutiefst, daß wir nach so vielen Jahren uns noch immer gezwungen sehen, durch öffentliche Proteste auf unser Problem aufmerksam zu machen mit dem Ziel, eine endgültige und für alle zufriedenstellende Lösung zu erreichen.

\*

Wie im vergangenen Jahr, war uns auch diesmal der Wettergott recht hold gewesen. Bei herrlichem Spätsommerwetter haben zahlreiche Zwangsrekrutierte, teils mit ihren Familienangehörigen und Bekannten an den Gedenkfeiern teilgenommen. Recht stattlich war ihre Zahl am 10. September 1978, als kurz nach 15 Uhr Nationalpräsident Jos. Weirich seine Ansprache begann. Wir drucken sie nachfolgend im vollen Wortlaut ab.

Léiw Elteren!

Dir Dammen an Dir Hären!

Komerodinnen a Komeroden!

Nees as e Joer eriwer gaangen an déier elo scho laanger Ketten vun onsen 18 alljéerleche Rendez-vous'en, fir onsen ongléckleche Kanner, Männer, Pappen, Komerodinnen a Komeroden ze gedenken. D'Journée Commémorative Nationale vun den Enrôlés de Force as eng schéin Traditioun gin. Ech mëngen behaupten ze dürfen, et wiren der haut net wéineg



8 Les Sacrifiés

hei derbei, déi mat berechtigtem Stolz soe kënnen, si wiren nach all Joer derbei gewiescht. Ganz secher war desen oder deen an der Vergaangenheet gezwonge gewiescht der Journées fären ze bleiwen. Munchereen war d'lëscht Joer nach derbei a föllt elo d'Reihen vun deenen, déi ons vill ze fréi hu misse verloossen. Leider Gottes wärt et an deene nächste Joer esou weidergoen.

An dach, ech därf et rouheg behaupten, a geet awer weider. Dir all, wéi der hei stitt, si de liewege Bewäis derfir! Déi lwwerliwewer dürfen all déi vill aus eise Reihen nët vergiesen, déi nët méi ennert eis sin. An dat mir och wiirklech un eis Doudeg denken, dat werde mir och an der Zukunft an aller Oeffentlechkeet enger Beweis stellen! Nët Feigheet oder Bequemlechkeet dierfen d'Familjen an d'Frënn vun den Enrôlés de force dervun ofhalen, sech hirer Léiw a mat Respekt ze erënneren, fir esou virun dem ganze Land ze demonstréieren, dat fir äis Solidaritéit, wéi se a batterer Zäit entstong, keen eidelt Wuert as, ma eng wichtig a réell Taatsaach.

Iech all, déi dir iech haut hei versammelt hut an trei zur Saach stitt, soen ech Merci. E Merci am Numm vun deene bal 5.000 gudd Letzeburger, déi mer haut éiren. Ech soen iech dann och de Merci vun äre Komeroden aus den Zentralkomitéen. Duurch är Présenz hei, op deser Plaz, beweist dir hinnen, dass dir zu hinne stitt. Et as dat fir si en Usporn net nozeloossen am Sträit em ons gerecht Saach. Ech soen dann awer och ganz besonnesch Merci am Numm vun den Elteren vun eise gefaalene Komeroden, de Kranken an de Mutiliéierten aus eise Reihen, déi haut nët kënnen derbei sin.

Am Numm vun allen Enrôlés de force soen ech all eise Frënn a Bekannte Merci, déi sech ofond hun, fir esou hir Sympathie eis géintwiler



Mat dem  
Ruban en argent  
gouwe de  
Paschtouer a  
Komerod  
Henri Treff  
ausgezechent.

zum Ausdruck ze brengen. E grouße Merci onser Press, dem Radio an der Televisioun, wéi och allen Instanzen, déi ons hëllefes des Feier schéin a wierdeg ze organiséieren. Speziell Merci soen ech der Musék, déi ons op de Kanonnenhiwel begleet, wéi och der Polizei fir all hir Méi onse Cortège durch de Verkéier ze bringen, oni dat deen ze vill gestéiert gët.

Als lëscht an der Reih vun deenen, deenen ech Merci soe muss, stinn al déi vill Komerodinnen a Komeroden aus de Sektionskomitéen. Munnech Stonnen an Deeg affere si doheem, an hiren Uertschaften, fir d'Cause vun den Enrôlés de force ze verrieden. Ons fédéiert Organisations hun Diplomer a Verdéngschtofzeechen geschafen, fir des Ferventen bei passender Geleenheet öffentlech erfirzesträichen. Gewéinlech geschit dat an de Generalversammlungen oder op de Kongresser. Nu kann et awer llicht virkommen, dat et esou engem verdéngschtvolle Member onméiglech as just deen Daag, déi Stonn present ze sin, wann en ausgezechent soll gin. Durfir profitéiert ons Association des enrôlés de force vun deser Geleenheet, fir e Member mat dem Ruban en Argent auszezechnen. D'Verdéngschter vun desem Enrôlé, dee besonnesch a senger Qualitéit als Geeschlechen nie gezéckt huet an och nët zéckt sech öffentlech zu der Cause vun den Zwangsrekrutierte ze bekenne, konnte mir allegur bei ville Geleenheeten erliwien. Et mecht mir haut eng besonnesch Freed, op Proposition vun der Sektion Letzebuurg, onse Komerod, dem Paschtouer Henri Treff de Ruban en argent unzespéngelen.

Nodeem de Komerod H. Treff säi Ruban en argent ugespéngelt krit hat, an en vun alle Versammelten kräfteg applaudéiert gi war, as de President a senger Ried virugefuer:

Mir hun ons hei op enger historescher Plaz ofond. Et as dat déi Plaz, wou fir déi

méschten Zwangsrekrutierte e schreckleche Calvaire ugong. Weider gouwen op deser Plaz vill gudd Letzeburger zesummegeedriwen, a vun hei aus gong et an d'Déportation an an d'Emsiedelung. Fir 3.000 war et den Ufank vum Enn. Si hun hir Heemecht nie méi erëmgesin. Aner koumen mutiléiert a krank zrök. Fir déi meescht gong d'Verkierzong vun hirem Liewen hei un. Schold um traurege Schicksal vun all deene ville Leit war an as Däitschland. Dat Däitschland, wat 1940 onst fräit Ländche iwwerfall huet. Mat der Zwangsrekrutierung vun der deemoleger Jugend, mat dem Verschleefen vu gudd Letzeburger an d'Prisonen, Kazetter an an d'Déportation wollten déi Däitsch ons Heemecht nazifizéieren. Dest schreckleche Verbrüchen as niemols méi gudd ze maachen! Och net emol deelweis! Wat awer nach méi schrecklech as, dat as de Fait, dat d'Nofolger vun Nazidäitschland, si déi haut als Partner mat Letzebuurg an engem sogenannten Europa vereent wölle sin, si weigere sech déi deemoleg Verbrüchen als Krichsverbrüchen unzerkennen an doraus déi entsprechend Konsequenzen ze zéihen.

Dat do aleng wir scho méi wéi schlëm genug! Onverständlecherweis, — haut gët et vill Letzeburger déi dat nët begräife kënnen, — gouwen déi selwecht Meedercher a Jongen, déi vun de Nazien esou onerhéiert maltraitéiert gi waren, zu allem lwwerdross och nach vun der eegener Heemecht diskriminéiert. Si gouwen diffaméiert an op d'Säit gedréckt, wéi nom Krich de grouse Kuch verdeelt gouw. Fir dat anerer zweemol an d'Täsch stieche konnten, sin allerlé Zweifel un der Haltung vun den Enrôlés de force avancéiert gin. «Ons Jongen» aus dem Krich, fir déi esou munnech Letzeburger an den Doud gongen, hätten keng patriotesch Haltung während der Okkupationszäit bewisen, a wiren durfir manner wért wéi all

déi aner, déi d'preisesch Knut méi oder manner ze spiire krit haten.

Ons deemoleg Majoritéitspolitiker hun en Dommages de Guerre's Gesetz gestëmmt, daat e Schlaag an d'Gesicht vun allen Zwangsrekrutierten war an bis haut as. Dat konnten an hu mir nie acceptéiert. Ons Organisations hun zenterhir géint dest Gesetz protestéiert an et gouwen Aennerongen verlaangt. No villem Streiden a stännegem Asaatz hu mer erreecht, dat mer deelweis Satisfaktioun krit hun. Leider bleiwt awer eng weesentlech Diskriminatioun bestoen.

Et as dat déi ennerschidlech moralesch a materiell Behandlung vun den Zwangsrekrutierten par rapport zu deene Letzeburger, déi vun de Politiker als victimes patriotiques unerkannt gi sin. Dest as nêt nëmmen eng Erniedrigung vun de Leit aus onse Joergäng, mä et as virun allem e miserabelt Zeegnes, dat de Gesetzgeber eiser Letzeburger Heemecht ausgestallt huet! Et as also eng Affär, déi onst ganz Land ugeht. Dat geht esou wäit, dat enges Daags ons Deputéiert an der Chamber se als en nationale Problème unerkannt hun!

Fir wat as dann dese «problème national» nach emmer nêt geléist? Sin et finanziell Schwierigkeiten, déi enger Léisong am Wee stin?

Et get jo scho Leit déi ons schlecht gesénnt sin an ons schlecht wëllen. Et sin si, déi Behauptungen maachen, andeem se bewusst falsch an vill ze héich Chifferen avancéieren. De Berechnungen no, déi d'Regierung op d'Drängen vum Staatsroot opstelle gelos huet, an déi esou lues a lues an d'Oeffentlechkeet kommen, soen kompetent Politiker haut, d'Léisong vum Zwangsrekrutierteproblem wir awer och guer keng Fro méi vu Geld.

Wat as et dann, dat do hënnert? ? ? As den Afloss vu verschidde Leit, déi den Enrôlés des Satisfactioun nêt gonne wëllen, esou grouss, dass de Sträit an d'Gerapps em Gerechtegkeet weider goe muss?! Wat sin dann dat fir Leit, déi um Bockel vun den Zwangsrekrutierten nach weider perséinlech Avantagen eraus-schloe wëllen?

Ech ennersträchen hei mat Nodrock, dass mat der Erfëllong vun onser Fuerderong, konkretiséiert an der proposition de loi Grandgenet, déi beim Staatsroot läit, absolut këngem anere Letzeburger awer och nëmmen een Hoer gekrëmmt get. Weeder gin d'Verdingschter vu Resistenzler oder Patrioten irgendwéi geschmäleret, nach verlaange mir eppes méi, wéi dat, wat schon zenter laang besteht.

Eist as absolut keng nei Fuerderong, mä ganz einfach Gläichstellung a Gerechtegkeet. Fir Gerechtegkeet si mir bereet alles ze woen an alles drun ze setzen. Mir si Leit wéi déi aner, a wëllen genee wéi si behandelt gin!

An der Vergaangeneit hun eis Organisations dack genug bewisen, dat si zu mune-

chem kapabel sin. Ech erënnere un ons Pétitioun, déi mat 40.393 Ennerschrëften signéiert gin as. Op Grond vun der Solidaritéit, déi ënnert den Enrôlés as, darf ech, oni z'iwewerdreiwene, jidderengem versécheren: **Mir sin nach wäit ewech dervun, d'Knëppelen bei Tromm ze werfen!** Wa mir erausgefuerdert gin, da sit es secher, mir werden de Bewäis duerfir erbringen.

Et get nêt nëmmen Onerfreeleches. Do si Leit am Land, déi sech fir d'gerecht Cause vun den Enrôlés de force asetzen. Zu deene bekenne mir eis! Zu deene sti mir! Gottseidank sti mir nêt alleng do. Ech si frou, hei ganz offiziell soen ze dürfen, dass de Krees vun onse Frënn a Sympatisanten stännech wiist. Et as e Fait, dat nêt nëmmen ons Generatioun sech mat desem traurege Problem eremplot, ma och der jéngerer Generatioun läit e ferm um Mo. Ons Verrieder haten am vergaangene Joer verschiddelech Geléenheet sech mat Hauptleit vun Jugendorganisations iwwer dese Froekomplex ze ennerhaalen. Et kann é sech wuel viirstellen, dat déi jong Leit glatt nêt begeeschtert sin, esou en därege Knuet vun hire Papp a Viirgänger geierwt ze hun. Et huet eis wiirlech gefreet, dass des jong Politiker fest gesénnt sin, all hir Kraft anzesetzen, dat é fir allmol eng gerecht Léisong erreecht get. An zwar soll dat nêt déi berüchtigt Léisong sin, déi ons Géigner ustriewen, — si rechne jo bekanntlech mat dem Dout vun dem lëschten Enrôlé! — neen, si trieden an fir eng direkt Léisong, an dat esou séier wéi méiglech.

Esou konnte mir an enger ganz rezenter Entrevue feststellen, déi mir mat der Chreschtlech Sozialer Jugend haten, dat sech hir Opfaßong mat der vun den Enrôlés de force deckt. Losse mir hoffen, dass och nach aner Jugendorganisations op eng ähnlech Manéier reagéieren.

Awer, léiw Komeroden, esou erfreelech dat as, wat ech elo gesot hun, musse mer mat béide Féiss um Buedem bleiwen. Nach as onse Problem nêt geléist! Och mir, alleguer, oni Ausnahm, musse onse feste Wëllen zu enger akzeptabler Léisong emmer erem an nees no baussen weisen. An dat musse mir ganz besonnesch an deene kommende Méint maachen.

Onse Fédérationscomité huet eng Reih vun Aktiounen geplangt. Si kënnen nëmmen dann zum Erfolge féieren, wa jiddereen matmecht. Hei darf ké sech drécken a soen: Wann et op dem Noper säi Gaart reent, da reent et och op mäin!

Ons Plakataktioun gong nach virun de Vakanz un. En éischt Plakat war schon iwerall am Land ze gesin. Dat zweet këntt elo gläich no, a gläich drop en drëtt. Ons Autocollants «Justice aux Enrôlés de Force» hun am Ufank v'läicht nêt esou spektakulär gewierkt, wéi mir ons et viirgestalt haten. Ma no a no gesäit een emmer méi Autoen mat eisem Autocollant. Well elo d'Nofro relativ staark war, huet ons Fédérations der nomaache gelos.

Nêt nëmmen an onsen Autoe muss dese Rappel u Gerechtegkeet sin; e soll och an den Autoe vun onse Frënn, Bekannten, Kanner, Bridder a Sëschtene sin. Ons Plakate musse op allen Ecken am Land ze gesi sin. Dat muss

#### Keng Geléenheet verpassen!

Onse Fédérationscomité kann sech et elo nêt leeschten, égal wellech Geleegenheet langscht Nues goen ze loosse, fir an aller Oeffentlechkeet, siew et hei am Land oder am Ausland, emmer erem un eise Problem ze erënnere. Mir musse dat maachen, och wann et nêt emmer ganz «katoulesch» sollt sin, oder wann et munch engem fatzech op d'Schlappe géht!

Esou eng Geleegenheet bidd sech schon haut den Owend beim Ansemburger Schlass. Do werde mir eis Fuerderongen virun der nationaler an der internationaler Press rappeléieren. Op dat elo engem passt oder nêt, duerno kënnen mir net kucken. Wéi get da mat ons verfuert?! Ech invitéieren iech, wann der de Moyen hut, no der Mass an der Garer Kierch, also géint 6 Auer, e klengen Ofstiecher no Ansemburg ze maachen, an do hannert onsen Transparenter onse Letzeburger an den no-

#### Jiddereen am Land muss berappen!

De Problem, entstanen duerch d'Zwangsrekrutierung, as haut net nemmen eng Saach vun den Enrôlés de force alleng. Et as e Problem gin, deen elo leider och nach de Jonktem ugeht. Dat awer nëmmen, well hir Pappen an 28 Joer net amstand waren en ze léisen.

E geht awer ganz besonnesch och d'Steierzueler un, well si fir eppes berappe musse, wourunner si awer glatt keng Schold hun. Bleche musse d'Letzeburger haut all, an schon all déi Joer viirdrun, well vereenzelt Letzeburger Politiker net mat deem néidege Nodrock vun de Nofolger vun Nazidäitschland d'Bezuelen vun hirer Schold verlaangt hun.

Et as jo schon eng traurech Realitéit, wann é feststelle muss, dat all Letzeburger irgendwéi dru bedeelegt as, wann d'Jongen an d'Meedercher aus dem lëschte Krich ongerecht an desem Land behandelt gin; wann des net als gudd Patrioten unerkannt gin, wou dach grad dausenden vun hinnen mam rout-wäis-blee Bändchen a mat «Vive ons Grand-Duchesse» an den Dout gaange sin fir e fräit Letzebuurg.

Et as e Problem, deen an d'Politik eragräift, deen d'politescht Bild verzerrt an déi enner an äusser Bezéihongen onnëtz belaascht. An elo as et esou wäit, dat et en europäescht Problem get. Mir zesummen mat onse elsässeschen a lothrengeschen Komeroden, wiiren ons dergent, dass franséisch a letzeburgesch Landesverrieder zesummen mat BRD-Verrieder an engem europäesche Parlament um selwechten Désch sëtzen. Mir wiiren ons esou laang

esou laang an esou dack geschéien, bis dass d'grouss Majoritéit vun de Letzeburger sech enges Daags seet: Elo muss endgültig Schluss gemat gin mat desem onglëckleche Sträit; et muss erem Fridden an d'Land kommen!

pesch Politiker de Problem vun den Enrôlés de force ze rappeléieren. Domadde gi mir onsem Regierungspresident an Ausseminister eng Geléenheet sengem grouss Frënd, dem Här Genscher, Ausseminister vun der Bundesrepublik Däitschland, deen och do as, drun ze erënnere, dass hien hei zu Letzebuurg nach eng dëck Schold ze bezuelen huet. Et as dat eng Schold vun wäit iwwer 11 Milliarden, déi hien vu senge Viirgänger geierwt huet, si, déi 1940 hei an d'Land eragefall sin an déi gruschlecht Verbrüchen ugeriicht hun. Mat eiser Aktioun ënnerstëtze mir ebenfals onse franséisch Komeroden aus dem Elsaß a Lothrengen an hire Beméihongen vu Bonn Satisfactioun ze kréien.

Also, Rendez-vous géint halwer siewen beim Ansemburger Schlass. No enger halwer Stonn, oder esou, schlësse mir do a Rou an an Disziplin eis Aktioun of. Géingt halwer aacht kann da jiddereen erem doheem sin.

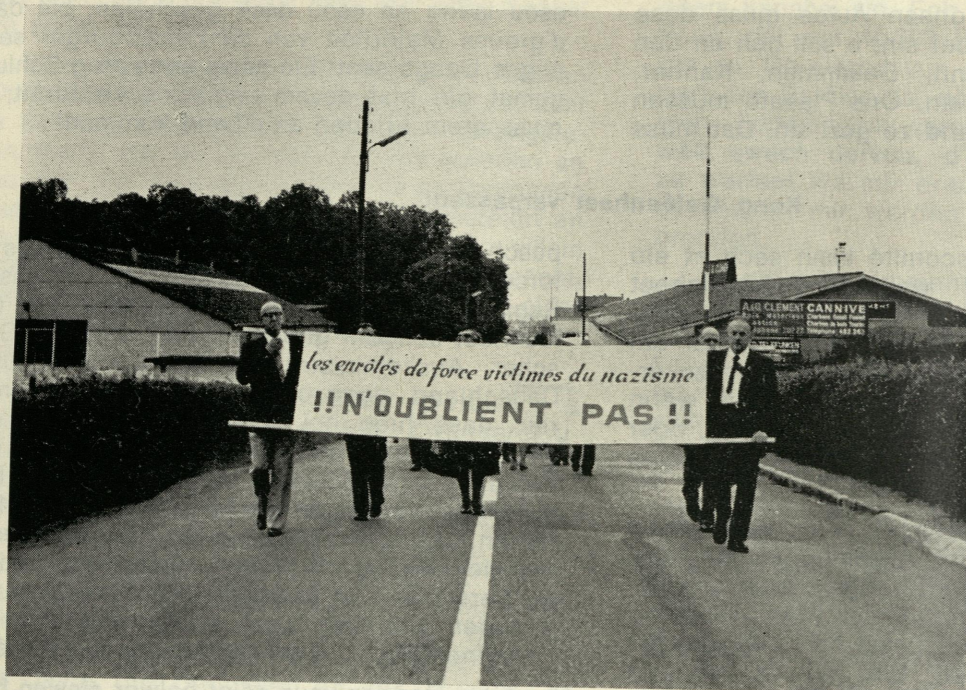
dodergéint, wéi Däitschland d'Zwangsrekrutierung net als e Krichsverbrüchen unerkannt huet. Mir ruffen zum Boykott vun den europäesche Wahlen op a sabotéieren all Kandidatur, wann net viirdrun de Problem vun der Zwangsrekrutierung geléist as.

An deene nächste Méint këntt nach vill Arbecht op ons dur. Awer den Zentralcomité zielt op iech all. Mat vereente Kräfte musse mir et fêrdeg bréngen, dass bei der Journée 1979 ké President méi brauch d'Léisong vun onsem Problem ze fuerderen. Eis nächst Journée musse mir a Fridden an a Rou kënnen begoen. Mir musse se feiere kënnen, oni déi erniddregend Diskriminierung vun den Enrôlés de force. Desen Daag muss eenzeg an alleng dem hellegen Souvenir un all déi gudd Letzeburger gewidmet sin, déi a schwéierer Zäit hirt Liewen fir d'Heemecht gin hun oder durno un de Folgen vun engem onerhéiert gruschlechem Calvaire fréizäiteg gestuerwe sin. D'Letzeburger Land a seng Leit musse nees zrëck a Fridden a Solidaritéit fannen. Dat as d'Verpflichtung, déi mir all deenen vis-à-vis agaange sin, déi mir haut hei éieren. Et dierf net emsoss gewiescht sin, dat déi vill «Morts pour la Patrie» hiert Liewen geaffert hun.

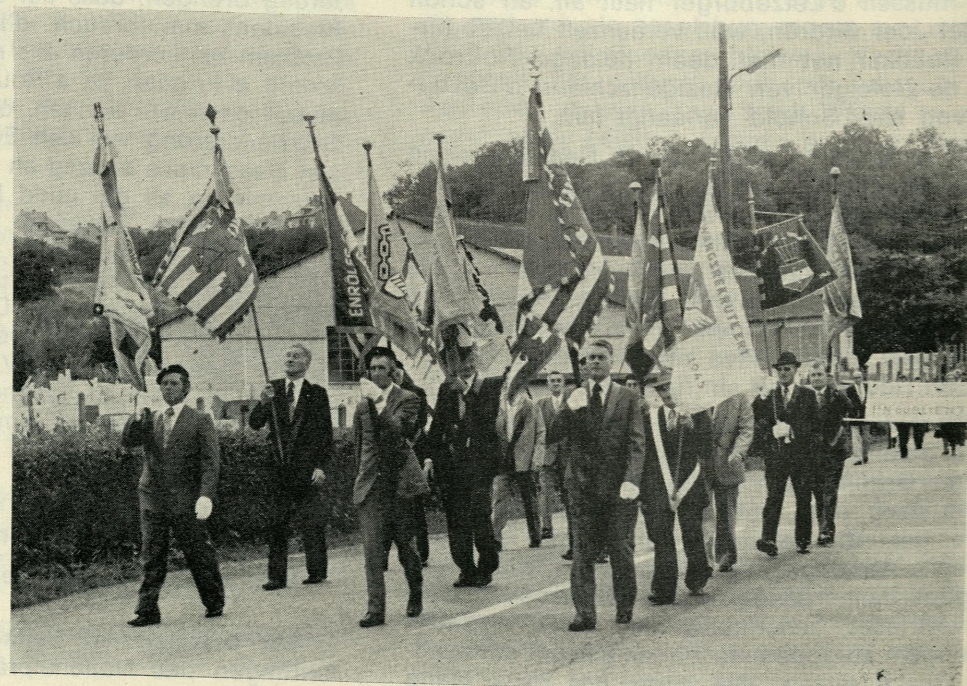
Dat as haut eist Versprieche, an durfir:

Vive d'Journée vun den Enrôlés de force!

Mit brausendem Beifall wurden die Ausführungen des Nationalpräsidenten honoriert.



Im Verlauf der dann folgenden Gedenkfeier vor dem «Monument national de la déportation civile et militaire» legte der Vorstand der hauptstädtischen Sektion der Zwangsrekrutierten, durch dessen Präsident André Frisch, Blumen am Fuße des Erinnerungsdenkmals nieder. Ueberdem spielte Pierre Kremer die «Sonnerie aux Morts». In Gedanken versunken, dachten wir alle zurück an Zeiten, die nun schon mehr als dreißig Jahre zurückliegen, an jenen unheilvollen Tag, als man uns in Eisenbahnwagen lud, und uns über den Schienenstrang irgendwohin ins sichere Verderben schickte. So, als seien die alten Pflastersteine des Hollericher Bahnhofs heiß, brannten uns die Füße.



Blumengebinde wurden auch seitens der «Entente des Sociétés de Hollerich» durch deren Präsident Paul Kellen, sowie durch Alphonse Daubenfeld von der «Amicale des P.W-Camp de Compiègne» deponiert.

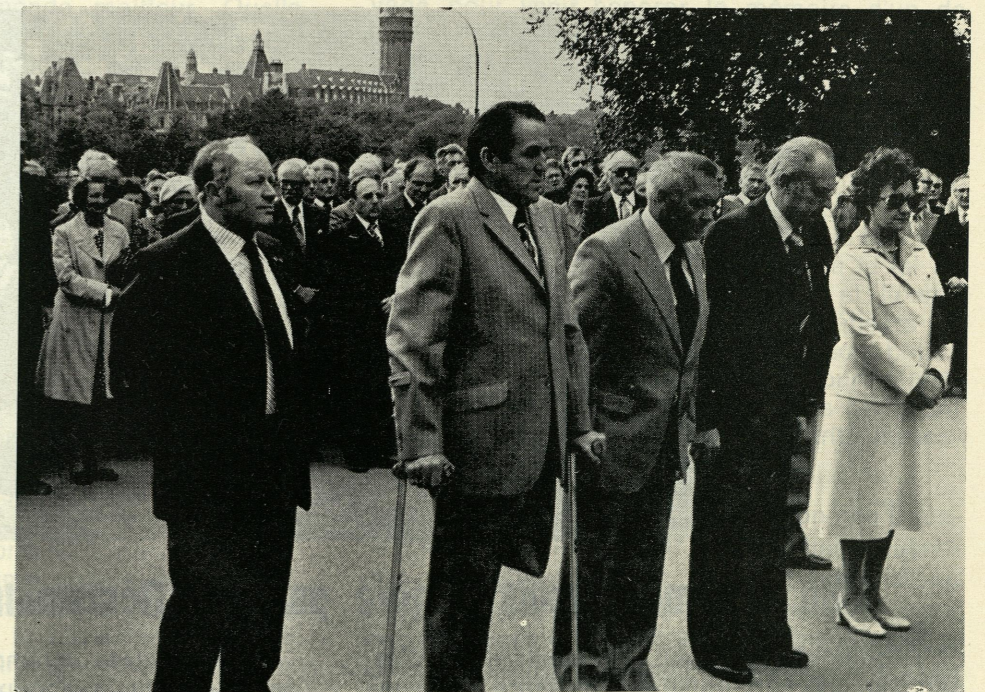
Gleich anschließend sprachen Pfarrer Henri Treff und Pastor Westphal innige Gebete für die Seelenruhe der Naziopfer.

An dieser Gedenkfeier hatten außer den Zwangsrekrutierten, welche in den verschiedenen Organisationen organisiert sind, u. z. der «Association des Parents des Déportés militaires luxembourgeois», der «Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre

1940-1945», der Amicale des Anciens de Tambow» und der «Association des Enrôlés de Force, Victimes du Nazisme», ebenfalls die Vertreter der «Entente des Sociétés de Hollerich» teilgenommen, sowie der Generaldirektor der C.F.L., Herr Justin Kohl, der Abgeordnete und Kamerad Jean Gremling, Stadtrat Pierre Frieden, Pfarrer Henri Treff, der Pastor der evangelischen Europa-Gemeinde, Gaston Westphal, Vertreter des Israelischen Konsistoriums, u.a.m.



Um  
Kanounenhüwel



Gedenkzeremonie

Nachdem der lange Festzug am Kanounenhügel angelangt war, die Teilnehmer daran vor dem Denkmal der nationalen Solidarität aufgestellt genommen, beidseitig der Ewigen Flamme und entlang des Zugangsweges zum Inneren des Denkmals plaziert waren, legte Jos. Weirich, Léon Wiltgen, Aloyse Diederich, Mady Nurenberg und Mathias Scholer unter Trommelwirbel und dem Vortrag der «Sonnerie aux Morts» im Namen der Fédération des Victimes du Nazisme, Enrôlés de Force» einen herrlichen Blumenkranz vor der Ewigen Flamme nieder.

Alsdann trat Mgr. Jean Hengen, Bischof von Luxemburg, vor das Mikrophon und hielt eine

Die «Fanfare Grand-Ducale de Clausen» dirigiert von Robert Weyland, welche sich spontan bereit erklärt hatte, die musikalische Umrahmung zu übernehmen, nahm nach der Feier beim Hollericher Monument vor den Fahnen der Zwangsrekrutierten aufstellung und begleitete unter flotter Marschmusik den Cortège bis zum «Kanounenhüwel».

ergreifende Ansprache. Eingangs erinnerte er an all das Schreckliche, das überaus große Leid und die Not, welche der Krieg über Luxemburg gebracht hatte. In einer Zeit, in der Tränen und Blut in Bächen geflossen sind, sei eine Kameradschaft geschmiedet worden, die von Dauerhaftigkeit sei. Dennoch hätten alle Hoffnung und Trost im Bild der Consolatrix gefunden, so wie es Josy Noesen gezeichnet habe. Der Geist der Solidarität müsse uns auch heute beseelen, damit eine bessere Gesellschaft aufgebaut werden kann, wozu der Herrgott seinen Segen geben möge. Mit einem Gebet für die vielen Toten des letzten Krieges, schloß Mgr. Jean Hengen.



Zum Abschluß der Gedenkzeremonie trug die Clausener Fanfare einen Choral vor und spielte die «Heemecht».

Alsdann begaben sich die Teilnehmer an der diesjährigen Gedenkzeremonie in das Innere des Denkmals, verharrten dort in pietätvollem Gedenken an all die zahlreichen toten Leidensgefährten und trugen sich in das Goldene Buch der «Fédération V.N.E.F.» ein.



## Un Luxembourgeois honoré par des Résistants Français

Récemment eut lieu, au cimetière de Wasserbillig, une cérémonie à la mémoire d'Antoine Diederich, receveur des Douanes en retraite. La Fédération des V.N.E.F. y fut représentée par MM. Jean Hames et Aloyse Diederich.

Enrôlé de force, en avril 1943, Antoine Diederich avait déserté l'armée allemande la même année, au mois d'octobre. Réfugié en France, il fut recueilli par des résistants armés d'un maquis du Puy-de-Dôme, en Auvergne. Grâce à ses éminentes qualités, il finit par être choisi, sous le nom de capitaine Baptiste, comme commandant adjoint de la 1103ème compagnie des Francs-Tireurs et Partisans Français. En souvenir de notre compatriote, les survivants de son unité apposèrent, le 8 septembre dernier, une plaque commémorative sur sa tombe.

Um fünf Uhr fand ein Gedenkgottesdienst in der Herz-Jesu-Kirche in Luxemburg-Bahnhof statt. Zelebriert wurde die Messe von Dechant Jean Heinisch, unter Assistenz von Bischof Jean Hengen und Pfarrer Henri Treff. Verschönert wurde die Meßfeier durch musikalische Einlagen und vom Gesang solcher Lieder, wie sie uns und jedem guten Luxemburger bekannt sind.

s. n.

L'émouvante cérémonie se déroula en présence de très nombreux Luxembourgeois, groupés autour d'une douzaine de drapeaux d'associations patriotiques. Parmi la délégation française, forte d'une trentaine de personnes, se trouvaient cinq conseillers communaux de la ville d'Aubière, située dans la banlieue de Clermont-Ferrand, où Antoine Diederich résida jusqu'au 10 février 1945, date de sa rentrée au Grand-Duché.

Après la «Sonnerie aux Morts» et le «Chant des Partisans» magistralement exécutés par l'adjudant-major Johnny Schmidt, M. Francisque Chossidon, président de l'Union Départementale du Front National des Francs-Tireurs et Partisans Français, prit la parole. Ci-dessous, nous reproduisons des passages de son oraison funèbre :

«Voici exactement trois mois et neuf jours que notre camarade Antoine fut conduit au cimetière. Toutefois, pour ses amis de l'Auvergne, pour ceux de la 1103ème compagnie, dont il avait été le chef, pour les francs-tireurs et partisans du Puy-de-Dôme, qui le vénéraient, il est toujours présent.

C'est pour moi, son dernier chef, un moment d'intense émotion que de rappeler ici ce que fut le capitaine Baptiste: un héros de la Résistance, dont le mépris de la mort était devenu légendaire. 'Plutôt mourir debout que vivre à genoux' fut la devise de cet entraîneur d'hommes, au courage exemplaire, qui participait à toutes les missions périlleuses de son unité.

Par cette modeste plaque, ses frères d'armes ont voulu perpétuer le souvenir d'un être exceptionnel et rendre hommage, en même temps, aux résistants luxembourgeois qui, eux aussi, ont payé un lourd tribut pour avoir contribué à la victoire finale des Alliés. De plus, cette plaque est destinée à rappeler, aux jeunes générations, les sacrifices consentis par leurs aînés pour qu'ils puissent vivre libres et heureux dans un monde meilleur. Quelle soit le trait d'union entre nos deux peuples, le Grand-Duché de Luxembourg et la France, deuxième patrie d'Antoine Diederich.»

Au nom du ministre de la Force Publique, retenu à l'étranger par les devoirs de sa charge, le conseiller de gouvernement Berg s'associa, en termes choisis, à l'hommage rendu au défunt.

A la mairie, où la municipalité offrit le vin d'honneur à une centaine d'invités, le bourgmestre de la commune, M. Roger Streff, salua d'abord Madame Antoine Diederich, ainsi que son fils Pierre. Il releva également la présence de M. Théodore Hollerich, brigadier-chef des Douanes, domicilié à Wasserbillig. «Tous les deux», souligna-t-il, se sont battus pour nous tous, pour notre liberté et pour que survivent nos deux patries. Inspirons-nous de leur exemple et prenons les comme guides. En suivant leurs traces, nous assurerons la pérennité de nos pays, la France et le Luxembourg. Nous contribuerons ainsi à faire triompher la notion du Bien sur les forces du Mal.» S'adressant à ceux qui prirent part à la lutte contre l'agresseur, M. Roger Streff s'est exprimé comme suit :

«Anciens combattants de la Deuxième Guerre Mondiale, vous avez épousé, sans hésiter, la cause des Alliés, parce que vous ne doutiez jamais de la défaite finale du régime hitlérien. Avec ou sans uniforme, vous étiez non seulement les témoins, mais les acteurs d'une époque sans précédent. Par vos actions patriotiques, vous avez ajouté, au Livre d'Or de nos deux pays, des pages d'un héroïsme inégalé. A vous tous, nous vous disons merci.»

Au cours de la réception, le président Chossidon rappela qu'Antoine Diederich avait été

«un des protagonistes» de la libération de 114 résistants, détenus à la prison de Riom. Trente condamnés à mort devaient être fusillés le lendemain par les Allemands. En pleine nuit, 77 maquisards armés pénétrèrent dans l'établissement pénitencier. Lorsque les troupes d'occupation cernèrent la ville, maquisards et prisonniers avaient quitté Riom depuis près d'une heure, transportés dans des véhicules volés à l'armée allemande. L'opération avait eu lieu à trois heures trente. Dans sa première émission de la journée, la BBC diffusa l'exploit sensationnel à travers le monde entier. D'après Jean Bac, auteur du livre «Avec les maquisards», la Kommandantur de Riom se borna à enregistrer, en date du 13 août 1944, la note suivante: «Meldung Kampftruppe Offenbacher: «Aus Gefängnis Riom 114 Häftlinge durch Terroristen in deutscher Uniform entführt.»

Pour terminer, M. Henri Koch-Kent, président d'honneur adjoint des anciens combattants luxembourgeois, fit une brève intervention. «Au nom de mes camarades», dit-il, «je tiens à exprimer ma gratitude à nos amis français. A leurs frais, ils ont effectué un long voyage pour venir honorer la mémoire d'un de nos compatriotes. Nous avons particulièrement apprécié leur geste, concrétisé par l'apposition d'une plaque sur la tombe d'Antoine Diederich. C'est la première fois, depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, qu'un Luxembourgeois est honoré, au Grand-Duché même, par des Français, qui lui apportent leur témoignage de reconnaissance sous forme d'une épitaphe. En refusant de se soumettre à la loi de l'agresseur, les résistants français et luxembourgeois ont servi les intérêts supérieurs de leurs pays. Les uns et les autres se sont battus pour la même cause, c'est-à-dire pour la libération de leurs territoires. C'est dans cet esprit que je lève mon verre à la solidarité franco-luxembourgeoise.»

Lors des cérémonies, la direction des Douanes était représentée par MM. Lucien Heuschling et Mathias Meyers, accompagnés d'une délégation de fonctionnaires en uniforme. D'autres collègues du défunt lui rendirent hommage en civil, comme MM. Marcel Besch, Louis Geisen et Arthur Petesch.

Aussi étonnant qu'étrange est le fait que l'ambassade de France n'y fut représentée que par un membre du consulat.

Un an avant son décès, la France officielle se décida enfin à décerner la Légion d'Honneur à Antoine Diederich. La remise de la haute distinction eu lieu en Auvergne. A cette occasion, notre compatriote proposa publiquement de jumeler Aubière avec Wasserbillig. Après délibération du conseil communal de la ville française, celui-ci se déclara prêt à réaliser le vœu d'Antoine Diederich, citoyen d'honneur du département du Puy-de-Dôme.



## Ein Blick dahinter.

Desinformation ist Verschweigen der Wahrheit, sie ist interessebedingte Lüge jener Kreise, die zum Schutze ihrer Privilegien, außer willfährigem Journalismus, eine ganze Skala illegaler Mittel einsetzt.

Fragt sich nun, wieso bei modernster Nachrichtenübermittlung direkt in das Chefredaktionsbureau, das Volk trotzdem so oft von der Wahrheit 'verschont' wird? Hut ab jedoch vor jenen Journalisten, und es gibt sie wirklich unter jeder Obeservanz, die mit ihrem Federkiel so manches faule Gebälk krachen lassen!

Ausbeutertum und Ausgebeutete sind Schlagwörter des historischen Klassenkampfes, und doch sind sie heute noch genau so gültig wie früher, denn es sind auch noch immer die gleichen Nutznießer, hier und dort in abgewandelter Form, die weder vor moralischem noch physischem Terror und auch nicht vor Mord am eigenen Volk zurückschrecken.

Aktuellster Beweis ist Nicaragua und der Name des Diktators Somoza ist Synonym für Folterung und Reihenmord an seinen Gegnern, und das ist der kleine Mann. In Chile war es und ist es noch Pinochet. Diese Gewächse blühen unter der Schirmherrschaft der internationalen, kapitalistischen Gesellschaft, und dort, wo das große Geld im Spiel ist, zählt der Mensch nicht, der kleine versteht sich. So reiht sich Beispiel an Beispiel und wehe dort, wo den Mördern im Frack keine geballte Kraft des armen Bürgers gegenübersteht.

Als Warnsignale der Unmenschlichkeit gelten die Märtyrerstädte im 2. Weltkrieg, Oradour-sur-Glane in Frankreich und Lidice in der Tschechoslovakei, Sühneopfer der SS-Barbarei, und zum Zwecke der objektiven Information sei auf den 27. Mai 1942 verwiesen, Datum, an dem der unter der Bezeichnung, Henker der Tschechoslovakei, bekannte Reinhard Heydrich, Hitler's politischer Verantwortlicher von Böhmen und Mähren, SS-Obergruppenführer Chef des Reichssicherheitshauptamtes und Chef der Endlösung Judenfrage, von 2 in der englischen Armee und eigens für das Attentat auf Heydrich ausgebildeten tschechoslovakischen Patrioten, die Nazis nannten sie Terroristen, durch Bombenattentat tödlich verletzt wurde . . . Darum Lidice . . . am 10. Juni 1942.

Und darum diese Vorschau für den folgenden Bericht über eine Sendung des Oesterreichischen Fernsehens, die am 25. 8. 1978 vom 3. Deutschen Fernsehen übernommen wurde. Die Sendung begann um 22.30 Uhr, dauerte 3 Stunden, bis morgens halb zwei Uhr, war also für recht wenige Zuschauer gedacht. Et pour cause.

In einer spritzigen Diskussion über die weltweite Studentenrevolte des Mai 1968 standen

die Studentenanführer Daniel Cohn-Bendit und Rudi Dutschke den Journalist-Politologen Mathias Walden und Kurt Sontheimer gegenüber.

Als wesentlicher Punkt dieses politischen Schlagabtausches galt wohl die anklageverdächtige Feststellung Walden's, Cohn und Dutschke seien die geistigen Urheber des neuzeitlichen Terrorismus, und dann fielen Namen wie Buback, Ponto, Schleyer.

Cohn-Bendit, studierter Kenner des BRD-Nachkriegs politikums, 'Nazis in führenden Landespositionen', gab sinngemäß folgende Antwort:

«Ehe Sie, Herr Walden, und andere von Terrorismus sprechen und schreiben, dann gehen Sie doch bitte weiter in die Geschichte zurück, denn dort gab es noch immer das, was Sie Terrorismus nennen und das im Grunde genommen eine sehr verständliche Abhilfe gegen den Terror der Unterdrücker ist, war etwa das ganze Frankreich in seiner großen Revolution Terroristen oder hat es sich nur von seinen Unterdrückern befreit!? Wortspiele derer, die an der Macht sind, so ist das, Herr Walden!

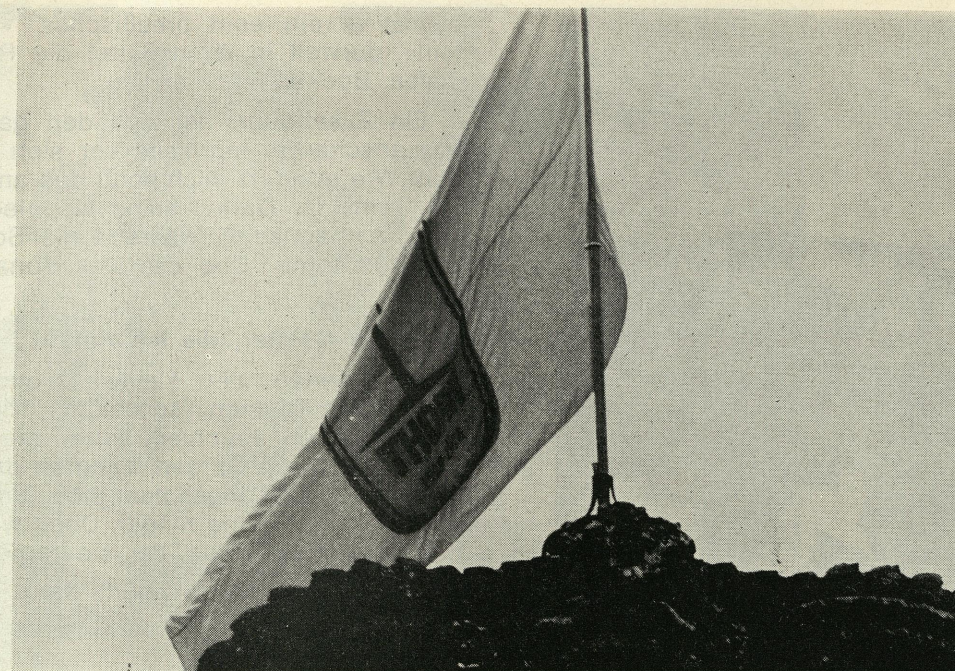
Und, wenn Sie den Namen des Präsidenten des deutschen Arbeitgeberverbandes, le patron des patrons, Hans-Martin Schleyer, erwähnen, so möchte ich Ihnen eine kleine Geschichte erzählen: Bei Heydrich's (Henker der Tschechoslovakei) Fahrten durch Prag saß stets ein Mann neben ihm, und als Heydrich dem Anschlag der beiden Tschechen zum Opfer fiel, da hatte sein steter Begleiter das unwahrscheinliche Glück, genau an diesem Tag nicht mitgefahren zu sein, und dieser Mann war Hans-Martin Schleyer.

So weit das Zitat.

Der Mann von der Straße  
R S

**P. S.** Nach der Lektüre des hiervor Gedruckten wird wohl jedem Leser die landauf und landab bestbekannte «Späicherliicht aufgegangen sein. Ein jeder wird nun begriffen haben, warum gerade die Tschechen dem Hans-Martin Schleyer keine Träne nachgeweint haben, als Terroristen ihn gekidnappt hatten. Der Tschechen «abstossendes und verwerfliches» Verhalten in Sachen Schleyer (so die Leute aus der B.R.D.) war schon motiviert. In der Tschechoslovakei hatte man den Hans-Martin von der «anderen Seite» kennen gelernt.

D. Red.



## Das ist kein Märchen

Wenngleich es wie ein Märchen beginnt, so ist es dennoch keins.

Es war einmal ein «Président» der «Présidence», der es dringend nötig fand, sich zu besinnen. Das sollte beileibe für ihn keine Einker sein, keine Erforschung seines (—) Gewissens und schon gar nicht in Betracht kamen Abtötung oder Kasteiung.

Weil er, nur so, in Klausur gehen wollte, bekam er beim bloßen Gedanken ans Alleinsein eine schreckliche Angst. Einfallsreich, wie er ist, fand er bald einen Ausweg. Wenn man schon was präsiert, dann hat man auch etwas zu sagen und zu bestimmen. Also befahl er kurzum seinen Mannen, sich mit ihm zur Klausur ins Ansemburger Schloß zurückzuziehen. Sie sollten das Alleinsein mit ihm teilen, denn er ist und war nie egoistisch. Obendrein hielt er andere sogar noch an zu einer guten Tat, denn sie waren berufen ihm beim Meditieren behilflich zu sein. Ganz abgesehen davon, daß das Alleinsein, besonders für ihn, erträglicher wurde.

Wie in Märchen nun einmal alles märchenhaft ist, so war ebenfalls in diesem so allerlei schier unfaßbar für die normalen Sterblichen. Die Klausur befand sich schon in einem alten Schloß, das wie im Dornröschenschlaf in einsamer Abgeschiedenheit hinter Hügeln liegt, umgeben von dichtem Wald. Obschon dort Grabesstille herrscht, gab es dennoch erheblichen Spektakel wegen der Klausur. Sie selbst hatten in weiser Voraussicht dafür gesorgt. Unter Aufwand aller modernen Kommunikationsmittel wurde das profane Völkchen in Atem gehalten. So, wie sich das gehört.

Und siehe da, die Eremiten meditierten nicht. Sie gaben sich vielmehr ans Graben.

Und sie buddelten in sportlichem Geiste frisch fröhlich drauf los. Was sie dann fanden war makaber: Es waren Leichen, die ihnen helle Freude machten!

Darüber kamen die Profanen nicht aus dem Staunen. Aber der Asketen Freude war berechtigt, handelte es sich bei ihrem grauenhaften Funde doch nicht um von ihnen hinterlassenen Leichen. Nein! Es sollten solche sein, welche der Klausur Vorgänger verscharrt hätten. Und das war schon ein Ding!

Fluchs wurden die Kadaver weggeschafft, das Schloß von Aas- und Modergeruch gesäubert. Also war des Vereins Erfolg, der nach Schloß Ansemburg zur Klausurtagung gegangen war, kein geringer. Wer's nicht glaubt, zahlt einen Taler! Und sind sie nicht gestorben, dann leben sie noch heute!

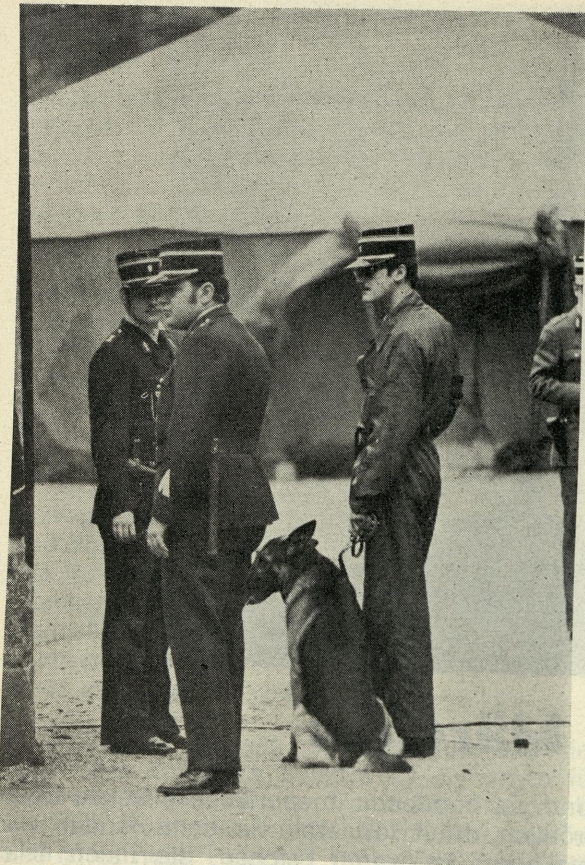
\*

Und siehe, sie leben! Seit jenem märchenhaften Geschehen ist Schloß Ansemburg was Außergewöhnliches geworden. Da es nun einmal von Leichen, Moder und Aas gesäubert ist, durfte darin der «Président de la Présidence» ungestört in prinzenwürdigem Stil seinen 50. Geburtstag feiern.

Ungestört? . . . . Hatte er gedacht!

Im Geheimen war das Fest angerichtet worden. Zur linken Mitte hin und weit hinein in ferne Lande wurden zahlreiche Einladungen verschickt. Und sie liefen herbei, die Gäste. Sogar, oder besser, hauptsächlich eilten aus den ostrogischen Gefilden höchste Gastpolitiker und Gaststars herbei. Und die protzige Feier konnte beginnen.

Wie die «Wohlfart» meist spät, wenn nicht gar zu spät kommt, so kam sie auch zur Gast-



Feier auf leisen Sohlen, umhüllt vom Dunkel der Nacht. Böse Zungen behaupteten, sie hätte bescheiden auftreten wollen. Denn bereits zuvor war der Paukenschlag verhallt, mit welchem das große Finale angekündigt worden war. Ebenfalls war schon im Walde das Echo der Eurovisionsmelodie, jenes «Te Deum» von Marc-Antoine Charpentier, verklungen, wie auch der Einzug ins Festzelt vorbei war, der sich ausnahm wie der Einzug der Gladiatoren. Warum wie . . . ? Nun weil hier die Rollen vertauscht waren. Die Gladiatoren standen, schwer bewaffnet, Wache über die Zuschauer, und weil die Einziehenden alles andere als Gladiatoren sind. Sie hatten lediglich nur Allüren wie jene.

Ob dieses Schauspiels erschauerte beinahe das alte Schloßgemäuer. Es hatte schon so manches Ding gesehen. Und könnte es sprechen, würde es von einst unseligen Zeiten erzählen, von damals, als es Zeuge wurde, wie ekelhafte Teutonen knallige Befehle schrien, junge Luxemburger mit den scheußlichsten Schimpftraden überschütteten, sie striezten und jagten bis so mancher ohnmächtig zusammenbrach.

Beim Blick in den Schloßhof glaubte man, es trüge einen das Auge. Dort schien alles in alte Jahrhunderte entrückt. Fahnen, Fähnchen, Girlanden, Banderolen, gewaltige, rote Teppiche lagen dort auf Kies vor einem stattlichen Rundzelt, dessen Wand blau und das Dach weiß waren. Halli-hallo und Tra-la-la dröhnten aus Jagdhörner jedesmal dann, wenn ein Prominenter über den Teppich hin zum Geburtstagsmann scharwenzelte. Reitpferde mußten

allemaal in ein echt preußisches «Stillgestanden!», derweil in ihren Sättel die Reiter einen steifen Buckel machten.

Ein Zuschauer, der sich den ganzen Firlefanz anschaute, murmelte vor sich hin: «Mein Gott! Wie erinnert mich doch das an ein gewisses Gemälde. Darauf stand Napoleon vor seinem Kampagnezelt, während die Schlacht von Waterloo tobte. Und das war Bonapartes Ende!»

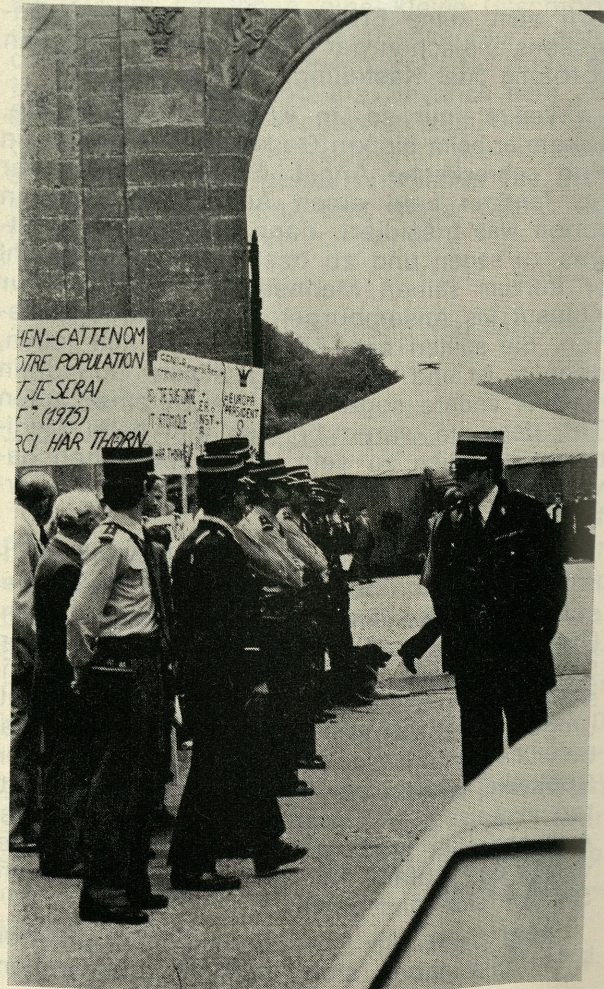
«Und die Geister, die ich rief?!»

Sie, denen der kleine Geburtstagsmann Maßhalten, Riemenzuschnallen, Nicht-über-ihre-Mittel-leben befohlen hatte, sie waren zu Hause mit ihren Sorgen, bangten um ihren Arbeitsplatz und ängstigten sich ums tägliche Brot der Frauen und Kinder. Doch was kümmert das schon den Prinz, der sie regiert?!

Wenn einer Feste feiert, dann er! Wie im Märchen!

Und trotzdem . . . . .

Es gibt immer einige Untertanen, von denen man nie so richtig weiß, was sie im Schilde führen. Um das zu erfahren, schickte der Märchenprinz seine Landsknechte, die allerheimsten unter ihnen, aus, um nachzuforschen. Auf diese Weise erfuhren die als störrisch hingestellten Untertanen, was sich eigentlich anbahnte. Und fluchs waren sie, die Ungebetenen



zur Stelle. Zum allergrößten Leidwesen dessen, der sich feiern ließ, mußten doch er und die vielen Gäste deren Belange und Forderungen zur Kenntnis nehmen. Durch deren unerwünschten Auftritt wurde den rund 160 Geladenen recht deutlich vor Augen geführt, daß allerlei sehr im Argen ist im oft und viel gepriesenen Schlaraffenland.

Daß es da welche gibt, die dem «Président de la Présidence» Schwadronage in Sachen Atommeiler vorhalten, oder jene anderen, die nach Recht und Gerechtigkeit verlangen, weil sie zeitlebens als «Quantité négligeable» und wie der letzte Dreck behandelt wurden, das ist in den Augen des wiederholt mit «Staatspräsidenten» Bezeichneten eine unerhörte Gemeinheit.

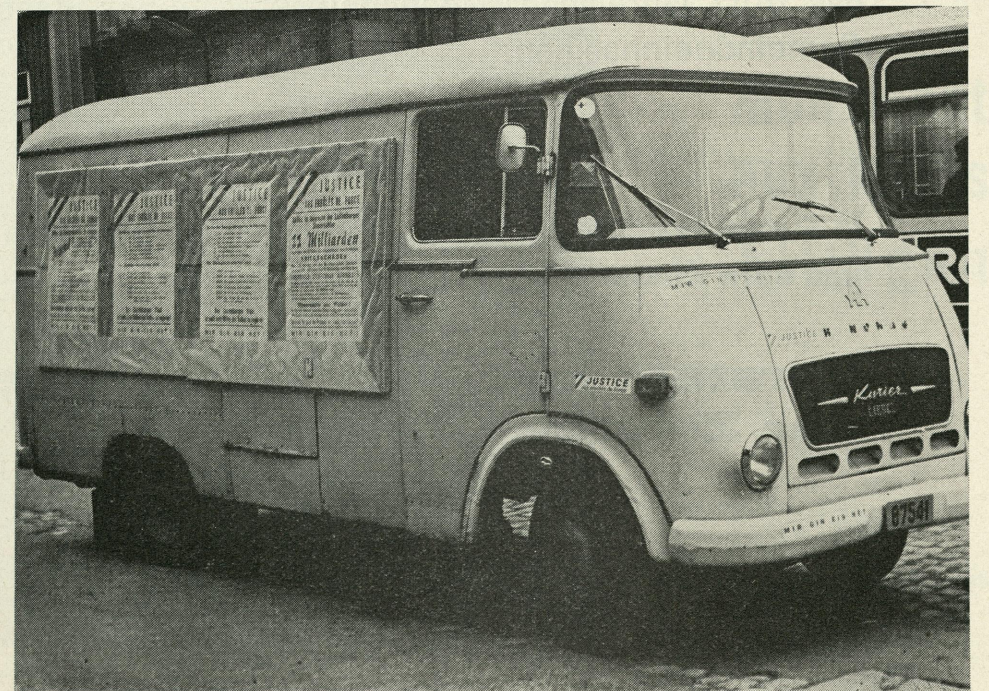
Ihr alle sollt es ein für allemal wissen: Was ich mir erlauben kann, dürft ihr noch lange nicht!

Es hatte sogar jemand die Unverfrorenheit zu fragen, wer den Rummel bezahle. Darauf rechtfertigte sich der Geburtstagsfeierler, er habe das Fest nicht inszeniert; das habe seine Frau getan (pfuideiwe!!); weiter sei er kein reicher Mann, denn er stottere den Preis des Festes von seinem Gehalt ab.

Wie im Märchen! Wer's glaubt wird selig!

Oder? Der meist nicht dümmere als andere, der Mann von der Straße fand eine noch treffendere Bezeichnung dafür: Er nannte es Schaumschlägerei.

Satyr



# **Justice aux Enrôlés de Force**

**Aktion im Interesse der Luxemburger  
Steuerzahler**

*11 Milliarden*

**betrogen bis 1972 die von Deutschland geschuldeten  
KRIEGSSCHÄDEN**

**Nur 10% wurden von der Bundesrepublik Deutschland bezahlt.  
90% also fast 10 Milliarden wurden dem**

**Luxemburger Steuerzahler aufgehalst!**

Für diesen kapitalen Fehler müssen alle Steuerzahler, ob jung oder alt, ob Naziopfer oder nicht, noch immer bezahlen. Schon 1976 überstieg die Luxemburger Staatsschuld **18 Milliarden** und die Gesamtschuld der Gemeinden **4 Milliarden** das trotz jahrelanger Hochkonjunktur, hoher Staats- und Gemeindeeinnahmen.

**STEUERZAHLER UND WÄHLER!**

**In Eurem Namen wurden Entscheidungen getroffen, die Euch  
und eure Kinder noch sehr lange belasten!**

**Versteht Ihr jetzt die Proteste  
der Zwangsrekrutierten**

**MIR GIN EIS NET!**